



C'était au cours de la 11e session du conseil des ministres de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique organisé récemment en visioconférence.

Le Conseil des ministres de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement Groupe ACP, s'est réuni par visioconférence les 14, 15 et 17 décembre dernier. Entre autres sujets au menu des travaux de cette 11e session de l'instance regroupant près de 80 membres et qui est le cadre du dialogue entre ces pays et l'Union européenne le rapport sur les négociations post Cotonou.

En tant qu'ordonnateur national du Fonds européen de développement (FED) pour le Cameroun et membre du groupe central de négociation de l'accord post Cotonou, Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), a pris une part active aux travaux. Et au vu des évolutions, le Minepat a plaidé pour la mise en place d'une bonne coordination du partenariat entre les pays ACP et l'Union européenne.

En effet, dans le cadre de la programmation 2021-2027 de l'Union européenne, il est prévu selon le ministre, la disparition du FED. Celui-ci devrait être remplacé par un nouvel outil, baptisé Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale. Autre nouveauté, la Commission européenne a donné mandat aux délégations de l'UE de mener les consultations avec le cluster Europe (représentations et missions

diplomatiques locales des Etats membres de l'UE, agences européennes de coopération et de développement, institutions financières européennes), et le cluster local (gouvernement, autorités locales parlement, société civile, secteur privé, etc.). Tout ceci alors que l'interface au niveau national ou régional n'a pas encore été expressément désigné. « Je voudrais suggérer que les parties mettent en place des mécanismes ouverts et transparents favorables à des consultations structurées », a indiqué le Minepat. Pour ce faire, Alamine Ousmane Mey propose des pistes au secrétariat de l'OEACP telles qu'un dialogue avec l'UE de manière solidaire, dans une approche cohérente et structurée, et une ouverture de l'OEACP aux autres partenaires stratégiques pour un développement durable et inclusif. Autre sujet évoqué, la réforme institutionnelle en cours.

Source: L'Elite du Lundi 28 Décembre 2020 -N°058
